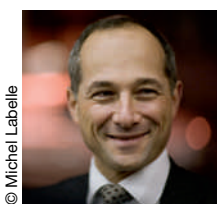


LA LETTRE

DE L'ACTIONNAIRE

SOMMAIRE - **2 RÉSULTATS** • Les résultats du 1^{er} trimestre 2011 - **4 ASSEMBLÉE GÉNÉRALE** • L'essentiel du message de Frédéric Oudéa : « Nous avons bâti un socle, il s'agit maintenant de continuer à construire » • Échanges des actionnaires avec Frédéric Oudéa - **8 REPÈRES** • Club Société Générale : campagne d'adhésion ou de ré-adhésion • Agenda • Vie de l'action ; recommandations des analystes - **9 STRATÉGIE** • « Développons ensemble l'esprit d'équipe » - **10 CONJONCTURE** • Faut-il craindre le retour de l'inflation ? - **12 INNOVATIONS & RSE** • Le secteur adapté gère le courrier Société Générale • Les agences Société Générale accessibles aux personnes à mobilité réduite - Trophées Innov'Groupe 2010



© Michel Labellie

Frédéric Oudéa,
Président-Directeur général

Édito

Cher actionnaire,

Société Générale confirme au 1^{er} trimestre la bonne performance de ses métiers et leur capacité de croissance dans un environnement international, politique, économique et financier incertain.

Les résultats des métiers sont globalement satisfaisants :

- portés par un fort dynamisme commercial, les Réseaux France enregistrent une progression marquée de leurs revenus ;
- les Réseaux internationaux, dont la dynamique commerciale est restée bonne, ont

vu leur performance financière affectée par les turbulences politiques en Afrique et dans le Bassin méditerranéen ;

- la Banque de financement et d'investissement, avec des revenus en hausse, démontre sa capacité à délivrer des résultats réguliers, avec une bonne maîtrise du risque et du capital alloué ;
- le pôle Services financiers spécialisés et Assurances poursuit son redressement ;
- le revenu des métiers de Banque privée, Gestion d'actifs et Services aux investisseurs est en forte progression.

Le résultat intègre par ailleurs des éléments comptables sans rapport direct avec la performance des métiers de la banque : dans un contexte d'amélioration de la confiance du marché dans notre signature, l'obligation de comptabiliser à leur valeur de marché certains types de dettes émises par le Groupe pour son financement nous conduit à enregistrer un impact négatif de -239 millions d'euros sur le résultat.

Conformément à nos objectifs de transformation du modèle opérationnel du Groupe

➤ LIRE LA SUITE PAGE 2

CHIFFRES CLÉS

1^{ER} TRIMESTRE 2011

7,0* Md EUR (+7,7%* vs T1-10)
REVENUS HORS RÉÉVALUATION
DES DETTES LIÉES AU RISQUE DE CRÉDIT
PROPRE EN HAUSSE

70 pb** (-21 pb vs T1-10)
BAISSE DU COÛT DU RISQUE
DANS TOUS LES MÉTIERS

916 M EUR
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

1 155* M EUR
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE
HORS RÉÉVALUATION DES DETTES LIÉES
AU RISQUE DE CRÉDIT PROPRE

**RATIO TIER 1 (BÂLE II) DE 10,8%⁽¹⁾ DONT
8,8% DE CORE TIER 1**
SOLIDITÉ FINANCIÈRE DU GROUPE :
GÉNÉRATION DE +0,3 PT DE CAPITAL

* Hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre

** Coût du risque hors litiges et hors actifs gérés en extinction

(1) Hors effets du floor (exigences additionnelles de fonds propres au titre des niveaux planchers)

0 800 850 820

(APPEL GRATUIT
DEPUIS UN POSTE FIXE
EN FRANCE)

www.societegenerale.com

actionnaires.individuels@socgen.com

Société Générale DEVL/INV
Relations actionnaires individuels
75 886 Paris cedex 18

DEVELOPPONS ENSEMBLE

L'ESPRIT
D'ÉQUIPE  SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE

Édito (suite)

et de développement des métiers, les efforts d'investissement engagés depuis plusieurs trimestres se poursuivent, en particulier dans la Banque de financement et d'investissement et la Banque de détail.

Au total, grâce à une gestion prudente du risque, qui se traduit par la baisse de sa charge dans toutes les activités, le Résultat Net Part du Groupe s'établit à 916 millions d'euros au 1^{er} trimestre.

S'appuyant sur une forte capacité de génération de capital, Société Générale a poursuivi sa stratégie d'adaptation au nouvel environnement réglementaire. Sa structure financière se renforce :

- les ratios Tier 1 et Core Tier 1 de Société Générale progressent de 0,3 point, s'établissant respectivement à 10,8% et 8,8% au 31 mars 2011,
- le ratio crédit / dépôt s'améliore grâce à l'intensification de la collecte des dépôts,
- le financement à long terme est en avance sur son programme de l'année.

Ce premier trimestre marque également la concrétisation d'une étape importante dans la réalisation de notre plan stratégique Ambition SG 2015 : le lancement de la nouvelle campagne de communication du Groupe. Avec une signature forte et engageante vis-à-vis de l'ensemble de nos clients comme de nos collaborateurs, « Développons ensemble l'esprit d'équipe », nous affirmons notre conviction que c'est en jouant collectif que nous bâtirons La banque relationnelle de référence.

Cher actionnaire, soyez assuré que tous les collaborateurs du Groupe poursuivent avec détermination le développement commercial de la banque et la mise en œuvre de son plan stratégique.

Je vous remercie de votre confiance.

Frédéric Oudéa,
Président-Directeur général



LES RÉSULTATS D

Avec 7,0 Md EUR de revenus hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre au premier trimestre 2011, en hausse de 7,7 %, Société Générale affiche une bonne performance dans l'ensemble de ses activités.

Réseaux FRANCE

Dans un environnement de consolidation de la croissance marqué par une légère remontée de l'inflation, les **Réseaux France** réalisent une bonne performance ce trimestre, affichant des revenus en hausse de +4,6%^(a).

Le développement du **fonds de commerce** des trois enseignes (Société Générale, Crédit du Nord, Boursorama) s'est poursuivi à un rythme soutenu avec une progression d'environ 74 000^(b) clients particuliers.

L'amélioration du ratio crédit / dépôt (126 %, en baisse de 12 points sur un an) illustre le succès de la stratégie d'intensification de la collecte de **dépôts** soutenue par la hausse récente des taux d'intérêts à court terme.

Le niveau historique de production de **crédits immobiliers** observé en fin d'année 2010 se stabilise, affichant une progression de +15,3%^(b). La production de crédits à la consommation augmente de +7,1%^(b) et la production de crédits d'investissement affiche également une dynamique forte (+27,9%^(b)).

Dans un marché de l'**assurance-vie** en recul de -13% au 1^{er} trimestre 2011^(c), les Réseaux France réalisent une performance satisfaisante avec une collecte brute stable.

Réseaux INTERNATIONAUX

Forts de 150 000 nouveaux clients particuliers sur un an, les **Réseaux internationaux** connaissent une croissance du fonds de commerce, traduite dans les encours de crédits et de dépôts qui progressent respectivement de +5,2%* et +3,0%*.

L'activité en **Russie** bénéficie des effets conjugués de l'environnement économique porteur (croissance du PIB prévue pour 2011 +4,3% *Economist Intelligence Unit*, mars 2011) et de l'optimisation du dispositif de vente initiée en 2010.

Les encours en **Europe centrale et orientale**, hors Russie, sont globalement stables, dans un environnement économique contrasté. En République tchèque, Komerční Banka maintient de solides positions. En Grèce et, dans une moindre mesure, en Roumanie, le Groupe poursuit sa politique d'octroi de crédit sélective et de contrôle renforcé de ses frais généraux.

Les implantations du **Bassin Méditerranéen** poursuivent le développement des fonds de commerce. En Tunisie et en Égypte, une phase de normalisation progressive permet la reprise des activités, le Groupe étant cependant impacté par la mise en place au 1^{er} trimestre d'une provision prudentielle et par la baisse d'activité constatée sur la période.

L'activité est soutenue en **Afrique Sub-saharienne et Outre-mer**, hors Côte d'Ivoire, où la situation très difficile a contraint la filiale à cesser ses activités entre le 17 février et le 28 avril afin de préserver la sécurité des salariés et ses intérêts.

Banque de financement et D'INVESTISSEMENT

La solidité de la **Banque de financement et d'investissement** est à nouveau démontrée avec des revenus en hausse (+6,3%), ceci sans hausse ni du risque, ni de la consommation en capital.

Portées par la croissance des volumes, la tendance haussière des principaux indices et la baisse de la volatilité, les activités **Actions** ont réalisé un très bon 1^{er} trimestre 2011 avec des revenus en hausse de +12,5% (+29,1% vs T4-10).

En dépit d'un contexte de marché mitigé, les activités **Taux, Change et Matières premières** enregistrent des revenus satisfaisants à 713 M EUR contre 779 M EUR au T1-10. Au regard du T4-10, ces revenus progressent

U 1^{ER} TRIMESTRE 2011

de +57,5 %, tirés par les performances commerciales sur les taux et le crédit.

Les revenus des métiers de **Financement et Conseil** sont en hausse de +4,7 %*. Les financements structurés affichent de bonnes performances notamment sur le segment des financements d'infrastructure. *A contrario*, l'activité de levée de capitaux est stable du fait de la faible dynamique des marchés européens. La contribution aux revenus des **actifs gérés en extinction** est de 42 M EUR. La réduction de l'exposition, engagée depuis plusieurs trimestres, s'élève à 1,9 Md EUR en nominal au T1-11 (cessions et amortissements).

Services financiers spécialisés ET ASSURANCES

La contribution du pôle **Services financiers spécialisés et Assurances** aux résultats du Groupe est en nette amélioration par rapport au T1-10 (+78,9 %*).

Soutenue par une activité de crédit automobile dynamique, le métier de **Crédit à la consommation** enregistre une production stable hors Italie.

Dans un environnement de reprise de l'investissement, les activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** réalisent de bonnes performances avec une production en hausse de +19,2 %*.

La croissance de l'activité est particulière-

ment forte en Allemagne et en Scandinavie. Avec la mise en location de près de 60 000 véhicules sur le trimestre, le métier de **Location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche une production en hausse de +32,1 % à isopérimètre. Au global, le parc de véhicules progresse de +6,5 %, à isopérimètre, pour atteindre près de 855 000 unités. Les métiers d'**Assurances** affichent de bonnes performances dans un contexte de marché peu favorable.

Banque privée, Gestion d'actifs ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

Banque privée

La Banque privée connaît une bonne dynamique commerciale avec une collecte nette de 1,7 Md EUR et des revenus en hausse de +30,2 %*. Avec un niveau d'actifs gérés de 84,2 Md EUR (contre 79,1 Md EUR au T1-10) la **Banque privée** continue de renforcer son assise en France et en Europe.

Gestion d'actifs

En Gestion d'actifs, **TCW**, après une année de restructuration, génère une collecte positive pour le deuxième trimestre consécutif, de 1,3 Md EUR. La contribution d'**Amundi** au Résultat Net Part du Groupe est de 32 M EUR au T1-11.

“ La solidité de la Banque de financement et d'investissement est à nouveau démontrée avec des revenus en hausse (+6,3 %), ceci sans hausse ni du risque, ni de la consommation en capital. ”

Services aux investisseurs (SGSS), Courtage (Newedge)

Les activités de **Services aux investisseurs** conservent une bonne dynamique commerciale au T1-11 avec des actifs en conservation de 3 397 Md EUR (+4,7 % sur un an) et des actifs administrés restant stables (vs fin décembre 2010) à 452 Md EUR à fin mars 2011.

Newedge affiche des volumes d'activité en hausse de +11 %, bénéficiant de la volatilité des marchés et maintient sa position de leader avec 12,2 % de parts de marché. Newedge est nommé « *Best European Prime Broker* » (*Hedgeweek*, mars 2011).

Hors PÔLES

Le Résultat Brut d'Exploitation Hors Pôles, principalement impacté par l'amélioration du spread de crédit, s'établit à -386 M EUR au T1-11 contre -29 M EUR au T1-10.

	Réseaux France	Réseaux Internationaux	Banque de financement et d'investissement	Services financiers spécialisés et Assurances	Banque privée, Gestion d'actifs & Services aux investisseurs
PNB en M EUR	2 038 (+4,6 %) (a)	1 189 (-2,1 %)*	2 280 (+4,2 %)*	873 (+8,3 %)*	580 (+13,3 %)*
RNPG en M EUR	352 (+21,1 %) (a)	44 (-61,4 %)	591 (+9,2 %)	131 (+87,1 %)	97 (+76,4 %)

* à périmètre et change constants

(a) hors effet PEL/OEL et acquisition SMC

(b) hors acquisition SMC

(c) Données FFSA d'évolution de collecte brute (à mars 2011)

NB : Tous les pourcentages de variation sont calculés sur base T1-2011 versus T1-2010. Les ratios calculés sur une base différente font l'objet d'une mention explicite.

Plus de 900 actionnaires étaient présents à l'assemblée générale ordinaire de Société Générale qui s'est tenue le 24 mai, sous l'Arche de La Défense, l'occasion pour les dirigeants du Groupe de revenir sur les résultats de l'exercice 2010, de présenter la stratégie et les perspectives du Groupe, et de commenter l'évolution des métiers. Un point complet sur la gouvernance d'entreprise et les travaux du Conseil a également été proposé aux actionnaires. Le quorum s'est établi à 60,49 %, en très forte hausse par rapport à 2010 (50,99 %). Toutes les résolutions ont été adoptées. Le dividende au titre de l'exercice 2010 est de 1,75 € par action, payable en espèces ou en actions nouvellement émises au prix de 37,18 €. Le coupon a été détaché le 31 mai et mis en paiement le 24 juin.



© Philippe Baucliun

L'essentiel du message de Frédéric Oudéa

« NOUS AVONS BÂTI UN SOC MAINTENANT DE CONTINUER

Pour Société Générale, l'année 2010 fut celle du rebond et du lancement de son programme de transformation. Avant d'évoquer le plan stratégique « Ambition SG 2015 » et de proposer un rapport d'étape, un point sur les éléments d'environnement qui pèsent durablement sur le secteur bancaire s'impose.

Le contexte économique

L'environnement économique reste difficile et incertain. Certes, la reprise mondiale est en route et les performances de la plupart des grandes banques françaises sont meilleures, mais de grands déséquilibres doivent

encore être traités. La croissance mondiale, tout d'abord, est très inégalement répartie. Les économies industrialisées d'Europe, à l'exception de l'Allemagne, croissent à des rythmes modestes quand les pays émergents connaissent un développement soutenu. L'état des finances publiques des pays occidentaux ensuite : il n'existe pas de solution immédiate pour résorber ces dettes excessives, et des efforts devront être consentis dans la durée. Enfin, la forte volatilité des changes perturbe les économies et les premiers signes du retour de l'inflation soulèvent la question des politiques des banques centrales.

Le contexte réglementaire

L'ensemble des changements réglementaires va dicter le fonctionnement de nos structures : à commencer par les normes prudentielles dites « Bâle III » actuellement en gestation qui visent à relever les exigences en capital et en liquidité. Un même investissement pourrait ainsi requérir deux fois plus de capitaux en 2013 qu'en 2007. Au dispositif Bâle III déjà très exigeant, s'ajoute d'autres mesures aux contours encore indéfinis, comme celles relatives aux institutions financières systémiques, ces établissements que leur taille rend incontournables pour le bon fonctionnement du système financier. Des



NOMINATION DE DEUX NOUVELLES ADMINISTRATRICES

Kyra HAZOU

De nationalités américaine et britannique, elle a été Directrice générale et juridique de Salomon Smith Barney/Citibank de 1985 à 2000. De 2001 à 2007, elle a compté au nombre des administrateurs non exécutifs de la Financial Services Authority (FSA), le régulateur financier britannique.



Ana Maria LLOPIS RIVAS

De nationalité espagnole, elle a collaboré 11 ans avec les banques Banesto et Santander, où elle a notamment fondé un courtier en ligne. Elle a créé l'entreprise Ideas4all.sl et fait partie des administrateurs de Service Point Solutions et British American Tobacco (BAT).



LE, IL S'AGIT À CONSTRUIRE»

discussions sont en cours, mais les exigences en fonds propres pourraient encore être relevées pour ces institutions.

À ces incertitudes s'ajoute la réforme des marchés financiers. Destinée à renforcer leur sécurité et leur transparence, elle est engagée aux États-Unis et se dessine en Europe.

«Ambition SG 2015»

Dans ce contexte, Société Générale veille à regarder plus loin pour anticiper et faire face aux changements.

Ainsi, l'année 2010 a marqué la première étape réussie de notre plan «Ambition SG 2015». Nous poursuivons le renforcement de notre

modèle de banque universelle qui s'appuie sur nos trois activités cœurs : la Banque de détail en France, la Banque de détail à l'international et la Banque de financement et d'investissement. Deux autres métiers travaillent en synergie avec ces trois piliers : les métiers des Services financiers spécialisés et Assurances et de la Gestion d'actifs, Banque privée et Services aux investisseurs.

Parallèlement, quatre axes de transformation sont déclinés dans toute la banque :

- avant tout, replacer le client au cœur du développement en repensant notre modèle de banque relationnelle, que les clients soient particuliers, PME ou grandes entreprises ;
- l'industrialisation de nos métiers : face aux

“
L'année 2010 a marqué la première étape réussie de notre plan Ambition SG 2015.
”

contraintes croissantes, nous devons être plus efficaces pour délivrer nos services à moindre coût, tout en limitant le risque opérationnel ;

- la gestion des ressources humaines revêt une dimension centrale, la qualité de l'industrie bancaire découlant des talents qui animent ses équipes ;
- enfin, la communication interne et externe contribue à l'indispensable renouveau de l'image de la Banque.

Telle est la direction dans laquelle Société Générale et ses 160 000 salariés sont engagés. Nous poursuivons en visant un résultat net de 6 milliards d'euros en 2012, étape intermédiaire avant le terme de notre plan stratégique fixé en 2015.

ÉCHANGES ENTRE LES ACTIONNAIRES

et Frédéric Oudéa



© Philippe Bauduin

“

Nos priorités absolues sont la transformation de notre modèle de développement organique et, en matière financière, le renforcement du capital.

”

Les règles prudentielles de Bâle III vont-elles rendre plus difficile l'accompagnement par Société Générale des acteurs économiques ?

Nous soutenons l'idée que le système financier doit être robuste afin que les contribuables ne soient plus sollicités en cas de crise. Notons que le secteur bancaire français est pratiquement le seul en Europe à ne pas avoir pesé sur le budget de l'Etat lors de la crise. Toutefois, il faut arbitrer entre la sécurité et la capacité à financer l'économie, puisque le capital et la liquidité déterminent notre capacité de prêt. En 2009 et 2010, nous avons continué à financer l'économie de manière très active. La France est le seul pays européen dans ce cas. Société Générale y a pleinement pris part et entend, comme ses pairs, continuer à le faire.

Soulignons que la sécurité du système bancaire passe aussi par une régulation performante avec des règles efficaces en matière de marché et de crédit, ce qui est le cas en France. Le capital ne saurait compenser une faiblesse dans un autre domaine.

Pour l'heure, la forme définitive de Bâle III n'a pas encore été arrêtée.

Nous continuons de plaider pour un dispositif équilibré dont la mise en place n'engendre pas de rupture.

Quelle sera l'incidence de Bâle III sur le ratio cible de 14 à 15% de rentabilité sur fonds propres à moyen terme annoncé en 2010 ?

Nous avons indiqué en 2010, lors de notre Journée Investisseurs, que sur la base d'un résultat net de 6 Md EUR en 2012, la rentabilité de nos fonds propres serait de 14 % à 15 %. Cet objectif

s'assortissait d'une prévision de croissance organique de 5 % qui, depuis lors et afin de tenir compte des exigences de Bâle III, a été ramenée à 4 %.

Nous avons ensuite indiqué que nous proposerions une option de paiement du dividende en actions, permettant ainsi de préserver davantage de capital. Ces nouvelles hypothèses vont peser sur la rentabilité des fonds propres. Au-delà de 2012, il est encore trop tôt pour se prononcer, les normes n'étant pas totalement fixées.

Plus globalement, nous savons, qu'en raison des nouvelles contraintes réglementaires, le rendement des capitaux propres des banques sera plus faible à l'avenir. Or le secteur industriel affiche des rentabilités de 13 à 15 %.

Nous pouvons légitimement nous demander s'il est justifié d'imposer à la profession bancaire des performances inférieures.

Société Générale a défini un objectif de 6 Md EUR de résultat net en 2012 contre 3,9 Md EUR en 2010. Or, vous annoncez également une baisse de l'appétit au risque en Banque de financement et d'investissement. Dans ce cas, où allez-vous trouver les 2 Md EUR supplémentaires ?

Au 1^{er} trimestre 2011, nous avons dégagé un résultat hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre de 1,2 Md EUR. Nous pensons que nous allons continuer à bénéficier, dans le futur, de la baisse du coût du risque, entretenant ainsi la tendance positive des bénéfices. Nous estimons par ailleurs que l'ensemble des métiers doit contribuer au développement du résultat. La Banque de financement et d'investissement devra



© Philippe Bauduin

poursuivre l'adaptation de son modèle au futur cadre réglementaire et développer des activités commerciales non risquées. La transformation de nos métiers, actuellement en cours, est l'un de nos principaux chantiers.

Des actionnaires s'interrogent sur la pertinence de la présence du Groupe en Russie, à travers sa filiale Rosbank, alors qu'un établissement britannique aurait renoncé à son réseau de détail dans ce pays pour ne garder que la partie investissement.

Que cette décision vous inspire-t-elle ?

La présence en Russie de l'établissement auquel vous faites référence était extrêmement réduite et limitée à quatre ou cinq agences. Son retrait du marché est lié à la faiblesse de son implantation.

La situation de Société Générale est différente : nous détenons un peu plus de 80 % du capital de Rosbank, la première banque à capitaux privés du pays par la taille et la couverture de son réseau d'agences. Nous affichons le double intérêt d'une présence locale dans les grandes villes du pays, et d'appartenir à un réseau international.

Société Générale a été la première banque à revenir en Russie après la Péroïka. Nous avons constitué un réseau de détail en Russie, puis plus tard nous sommes entrés au capital de Rosbank. Dans un souci de rationalisation, la fusion de ces deux réseaux russes est en cours et

s'achèvera juridiquement fin juin. Par ailleurs, le Groupe détient deux filiales spécialisées : d'abord Rusfinance, un spécialiste du crédit à la consommation automobile qui a toujours enregistré des bénéfices, même au plus fort de la crise. Ensuite Delta Credit, un acteur performant du marché en pleine croissance du crédit hypothécaire.

À ce jour, toutes les conditions nécessaires à l'exercice de l'activité de Banque de détail en Russie sont réunies. De plus, Société Générale dispose de relations de première qualité avec les grands acteurs russes, ce dont notre Banque de financement et d'investissement peut tirer parti. Enfin et après une crise importante en 2008 et 2009, la Russie fait de nouveau partie des moteurs émergents de l'économie mondiale.

Pourriez-vous dresser un état des lieux des actifs gérés en extinction ?

Au titre de l'exercice 2010, nous avons initialement évalué que l'impact sur nos résultats du portefeuille d'actifs gérés en extinction serait entre 700 M et 1 Md EUR. Il a finalement été inférieur. Pour 2011, nous n'avons pas fourni d'estimation, mais l'impact sera probablement plus faible que l'année précédente. Nous l'avons déjà constaté au 1^{er} trimestre. Notre politique consiste à vendre au fur et à mesure les actifs logés dans ce portefeuille. Nous avons revalorisé nos

actifs, et nous estimons que si nous les conservons jusqu'à échéance, nous devrions réaliser une plus-value. En conséquence, chaque fois que nous décidons de procéder à une vente, nous devons arbitrer entre un produit de cession immédiat et les revenus futurs découlant de l'actif.

Nous sommes confiants : tous les indicateurs sont favorables depuis 18 mois. Je ne pense pas que nous devions craindre de mauvaises surprises sur ces actifs en extinction.

Alors que le marché bancaire européen est en recomposition, notamment en Espagne et au Portugal, avez-vous des projets de croissance externe ?

Nos priorités absolues sont la transformation de notre modèle de développement organique et, en matière financière, le renforcement du capital. En prévision des exigences de Bâle III à fin 2013, nous devons préserver nos fonds propres autant que possible. Si Société Générale reste attentive aux opportunités qui pourraient se présenter, elle doit aussi faire preuve d'une grande discipline financière en matière d'acquisitions. D'une manière générale en Europe, compte tenu des incertitudes en matière de réglementation bancaire, nous ne nous attendons pas à des mouvements très importants ou des opérations majeures dans le secteur bancaire européen dans les 18 prochains mois.

Agenda

CAMPAGNE D'ADHÉSION OU DE RÉ-ADHÉSION

Depuis 1992, le Club Société Générale propose aux actionnaires du Groupe des services et des prestations en exclusivité, notamment :

- des invitations aux réunions d'information des actionnaires organisées dans les régions et à Paris, en présence du Directeur général ou de l'un des Directeurs généraux délégués ;
- des invitations pour assister à des manifestations culturelles et sportives (concerts, expositions, matchs de rugby, conférence de l'École de la Bourse, conférences artistiques, conférences littéraires, visites de sites Société Générale...);
- des offres promotionnelles spécialement élaborées pour les membres du Club (voyages, vins).

Comme nous le faisons tous les deux ans, nous allons procéder cette année au **renouvellement de l'ensemble des adhésions au Club**.

- Les membres du Club remplissant en début d'année **les nouvelles conditions d'adhésion au Club** ont reçu, courant juin, une **nouvelle carte de membre**.
- Nous remercions les autres actionnaires de nous faire part de leur **adhésion au Club Société Générale**, ou de leur **ré-adhésion**, en nous retournant le formulaire joint complété **au plus tard le 29 juillet**.

Veillez noter que les conditions d'accès au Club sont modifiées pour les actionnaires **au porteur** : vous devez

dorénavant détenir au minimum **100 actions Société Générale** pour être membre du Club. Les conditions d'accès pour les actionnaires au **nommatif** restent inchangées à partir de **25 actions**.

Faute d'une réinscription explicite de votre part, vous serez considéré à partir du 29 juillet 2011 comme ne faisant plus partie du Club Société Générale.



3 août 2011

Résultats du 2^e trimestre 2011

23 septembre 2011

Réunion actionnaires à Nice

8 novembre 2011

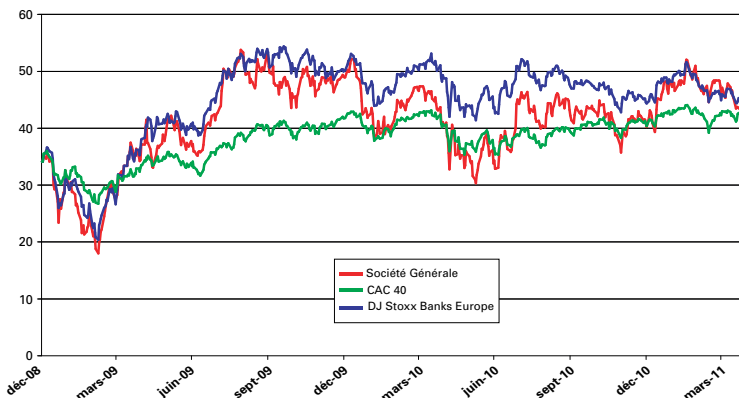
Résultats du 3^e trimestre 2011

18-19 novembre 2011

Salon Actionaria

Vie de l'action

Cours de clôture de l'action Société Générale au 29 avril 2011 : 45,15 €



NB : à partir du T1-11, le cours de l'action Société Générale comparé aux indices DJ Stoxx Banks Europe et CAC40 est réalisé sur la base du cours Société Générale au 31/12/2008

www.societegenerale.com

Les recommandations DES ANALYSTES

Consensus Bloomberg au 12/05/11 :

70% sont positives, 22% neutres, 8% négatives.

La moyenne des objectifs de cours s'établit à 55,22 €.

Sélection d'opinions de marché et objectifs de cours de l'action Société Générale parmi les analyses les plus récentes :

RBS	→ Conserver	[11/05/2011 – 42 €]
EXANE	→ Neutre	[10/05/2011 – 52 €]
ODDO	→ Alléger	[10/05/2011 – 43 €]
BofA. MERRILL LYNCH	→ Achat	[06/05/2011 – 65 €]
CHEVREUX	→ Surperformance	[06/05/2011 – 55 €]
JP MORGAN	→ Surpondérer	[06/05/2011 – 57 €]
NATIXIS	→ Achat	[06/05/2011 – 62 €]
UBS	→ Achat	[06/05/2011 – 60 €]
DEUTSCHE BANK	→ Achat	[05/05/2011 – 58 €]
KBW	→ Surperformance	[05/05/2011 – 58 €]



Avec Ambition SG 2015, Société Générale s'est engagée dans une démarche de transformation. Le Groupe évolue, sa communication aussi.

« DÉVELOPPONS ENSEMBLE L'ESPRIT D'ÉQUIPE »

Cette campagne s'inscrit dans le programme de transformation du Groupe, Ambition SG 2015, dont l'objectif prioritaire est de faire de Société Générale LA banque relationnelle de référence. Société Générale prend la parole pour partager cette dynamique de transformation et de progrès avec ses publics, et exprimer son engagement à mobiliser sa performance au service de ses clients.

Une promesse forte vis-à-vis des clients

Pour Société Générale, la banque est d'abord une entreprise de service, et la relation avec ses clients sera toujours au cœur de ce service. Cette conviction est à la base de la nouvelle signature du Groupe. La promesse de développer ensemble l'esprit d'équipe donne tout son sens à la relation moderne que la Banque souhaite bâtir avec ses clients : une relation de confiance, inscrite dans la durée, équilibrée, où elle s'engage aux côtés de ses clients pour les aider à progresser dans leurs projets et pour progresser avec eux.

« Développons ensemble l'esprit d'équipe » est aussi le mot d'ordre, en interne, de la dynamique de transformation engagée par le Groupe.

Un message mobilisateur en interne

Conjuguer les compétences, faire jouer les synergies, mutualiser les ressources et les bonnes pratiques, pour mieux mobiliser au final la performance de l'entreprise au service de ses clients : le message est aussi riche de sens pour les collaborateurs que pour les clients. L'esprit d'équipe est une valeur forte de Société Générale, ancrée dans sa culture et ses pratiques managériales ; valeur universelle, elle a vocation à fédérer l'ensemble des collaborateurs du Groupe dans le monde. « Nous avons la conviction que c'est en jouant collectif avec nos clients et au sein de l'entreprise que nous bâtirons LA banque relationnelle de référence. Nous mobilisons l'ensemble de nos énergies et de nos ressources pour concrétiser cette ambition.

Nous savons que la satisfaction de nos clients ne se décrète pas mais se gagne par des actions concrètes », a déclaré Frédéric Oudéa, Président-Directeur général du groupe Société Générale.

UNE CAMPAGNE IDENTITAIRE, INSCRITE DANS LA DURÉE

S'appuyant pleinement sur cette dimension universelle et fédératrice, Société Générale installera progressivement « Développons ensemble l'esprit d'équipe » comme signature unique pour l'ensemble des entités du Groupe, à partir de début 2012.

www.societegenerale.com

FAUT-IL CRAINDRE LE RETOUR DE L'INFLATION ?

À l'automne 2008, le déclenchement de la crise financière a provoqué la réapparition du spectre de la déflation, synonyme de dépression économique. La dislocation d'une partie du système financier mondial sous l'effet de la faillite de la banque Lehman Brothers a fait craindre plusieurs mois que la récession économique ne se mue en dépression. Le gel des relations interbancaires a provoqué en effet une contraction brutale des investissements et des échanges mondiaux au tournant de 2008-2009 précipitant la crise économique.

Aujourd'hui, le risque inflationniste semble avoir repris le dessus, conséquence de politiques monétaires extrêmement accommodantes.

Les matières premières stimulent l'inflation

Dans un contexte de taux d'intérêt très faibles, les prix à la consommation sont repartis à la hausse. L'inflation mondiale devrait atteindre 4,5 % en moyenne cette année d'après les prévisions du FMI, contre 3,7 % en 2010 et 2,5 % en 2009, point bas historique. Il est évident que l'accélération brutale du prix des matières premières énergétiques et agricoles joue un rôle essentiel. Le prix du baril a ainsi plus que triplé depuis le point bas atteint à la fin 2008 tandis que les autres matières premières ont vu leur prix doubler sur le même intervalle.

À la différence de la Grande Dépression des années 30 durant laquelle le souci d'orthodoxie monétaire et le protectionnisme avaient eu pour effet d'amplifier et de prolonger la crise, les responsables politiques du G20 ont su mettre en œuvre les mesures adéquates pour éviter la répétition d'un scénario noir. Le risque de déflation et de dépression fut ainsi repoussé grâce à l'intervention vigoureuse des banques centrales et à la mise en œuvre de politiques de relance.

Éviter les erreurs du passé

Dans les années 30, la croyance dans les vertus du marché libre et non régulé par l'intervention publique était telle que le secrétaire au Trésor des États-Unis de l'époque, Andrew Mellon, n'hésitait pas à affirmer : « *liquidate labor, liquidate stocks, liquidate the farmers, liquidate real estate* » ("Liquidons le travail, liquidons les actions, liquidons les fermiers, liquidons l'immobilier"). La baisse des prix des biens et des salaires devait permettre le retour à l'équilibre économique, rétablissant les conditions normales de fonctionnement du marché. Cette stratégie conduisit à un recul de 30 % des prix et un chômage durable qui dépassa le seuil de 25 % durant plusieurs années.

L'inflation est surtout un problème pour les économies émergentes

Mais il convient d'établir une distinction entre pays développés et pays émergents. Ces derniers connaissent une phase de surchauffe économique. Leurs systèmes financiers ont été peu ou pas affectés par la crise financière, et la distribution du crédit progresse très rapidement, alimentant une croissance forte et faisant courir un risque de bulle sur les actifs notamment immobiliers. Les politiques monétaires demeurent encore excessivement souples par crainte d'attirer un volume trop important de capitaux flottants (« hot money »). Beaucoup de pays qui pratiquent un flottement dirigé de leur devise ont ainsi maintenu à trop faible niveau leurs



© DR

Xavier Denis
Économiste/Stratégiste,
Société Générale Private Banking.



“
Aujourd’hui, le risque
inflationniste semble avoir repris
le dessus, conséquence de
politiques monétaires
extrêmement accommodantes.
”

taux directeurs alimentant la bulle du crédit. Le resserrement en cours des politiques monétaires qui s’accompagne de mesures macro-prudentielles pour limiter le recours à l’endettement des agents économiques devrait cependant contribuer à stabiliser l’inflation dans les mois à venir. En revanche, dans les pays développés – États-Unis, Europe, Japon – le risque inflationniste apparaît beaucoup plus réduit. Certes, la hausse des prix pétroliers se répercute sur l’indice du prix à la consommation, bien que de manière moins forte qu’en 2008 lorsque le prix du baril avait bondi jusqu’à USD 145 le baril début juillet. Mais les économies sont encore convalescentes et dépendantes du soutien des politiques économiques. Ainsi le chômage demeure à des niveaux élevés – 9% aux États-Unis, 10% en zone euro –, les capacités de production n’ont pas encore retrouvé leur niveau d’utilisation d’avant crise sauf en Allemagne. Enfin, le crédit croît à nouveau, mais modérément – environ 3% par an – soit un rythme bien inférieur à celui

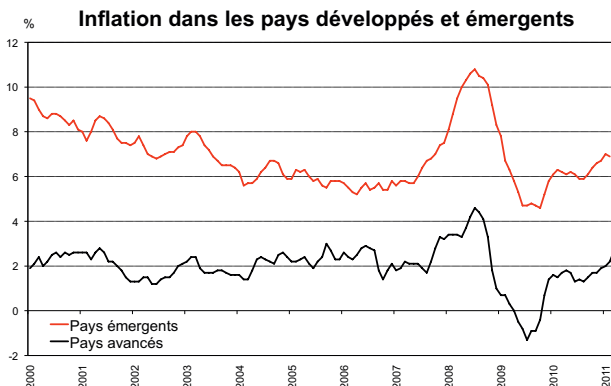
observé jusqu’en 2007 faute d’appétit des ménages et des entreprises pour l’endettement. Dans ces conditions, il n’est pas très étonnant de constater que l’inflation sous-jacente qui mesure l’évolution tendancielle de l’inflation, une fois purgée de ses composantes volatiles comme les produits frais ou l’énergie, atteint à peine plus de 1%. Les effets de second tour tant craints par les banques centrales et en particulier la BCE ne sont pas à l’œuvre : on n’observe pas jusqu’à présent d’effet d’entraînement de la hausse des prix à la consommation sur les salaires, mécanisme qui serait susceptible d’entretenir la dynamique inflationniste. Au demeurant, les marchés de taux ne signalent pas de dérapage des anticipations d’inflation à horizon de cinq ans.

L’environnement économique sera naturellement plus inflationniste à moyen terme

Néanmoins à horizon de la prochaine décennie, il est clair que la période de désinflation spontanée qui a été observée au cours des 20 dernières années est révolue. Plusieurs phénomènes se sont en effet conjugués à partir du milieu des années 1980 favorisant

le maintien d’une inflation faible. Le premier a été le choc désinflationniste du prix des matières premières. Le prix du pétrole a ainsi longtemps fluctué entre 15 et 30 USD par baril au cours des années 90 et jusqu’au début des années 2000, soit une baisse en termes relatifs. L’arrivée sur le marché international du travail d’un milliard et demi de nouveaux travailleurs indiens, chinois et plus généralement émergents a permis d’accroître de manière rapide l’offre de main d’œuvre et de faire baisser les coûts de production. Cela s’est accompagné d’une politique de promotion du libre-échange dont une des conséquences les plus importantes a été l’adhésion de la Chine à l’OMC en 2001 qui a favorisé l’essor des investissements directs et stimulé les échanges internationaux. Enfin, le coût du capital demeure remarquablement faible grâce à une politique de taux d’intérêt délibérément maintenue à faible niveau aux États-Unis qui a favorisé le recours au levier d’endettement. À l’avenir, ces facteurs vont s’inverser. La population active chinoise va commencer à stagner puis décliner d’ici à quelques années. La politique de recentrage en faveur de la demande interne va justifier une hausse des salaires et du taux de change qui se répercuteront sur les prix d’importations des économies occidentales. Les prix des intrants et en particulier celui des matières premières va poursuivre sa hausse structurelle compte tenu de besoins des pays émergents. Enfin, les nouvelles contraintes de la réglementation bancaire auront des conséquences sur le coût du crédit.

Si à brève échéance le risque de stagflation demeure tenu, il pourrait davantage prendre corps à l’avenir. L’expérience des années 1970 a montré cependant l’inexistence d’un arbitrage entre inflation et chômage à l’inverse du credo des années 50 et 60. Il faut donc prévoir que les banques centrales ne resteront pas indifférentes aux pressions inflationnistes, même si pour l’heure la question demeure celle des stratégies de sortie en particulier pour la réserve fédérale américaine.



Source : Datastream, FMI

Responsabilité sociale et environnementale

LE SECTEUR ADAPTÉ gère le courrier Société Générale

Société Générale confie, depuis le premier trimestre 2011, la gestion du courrier de 40% de son réseau d'agences, de 15 pôles service client de la Banque de détail en France et de ALD Automotive France, à des entreprises du secteur adapté employant des personnes en situation de handicap. Société Générale permet ainsi l'embauche d'une soixantaine de personnes handicapées, auparavant au chômage. Elle

est la seule entreprise française à avoir signé un contrat national d'une telle envergure avec des EA-ESAT (Établissements adaptés - Établissements et services d'aide par le travail). « *Ce contrat a nécessité d'adapter les processus d'appel d'offres en le réservant pendant une certaine période aux entreprises du secteur adapté. Ces contrats représentent aujourd'hui une dépense annuelle proche*

de deux millions d'euros », précise Thomas Gravis, direction des achats du Groupe. Ce recours au secteur adapté est l'aboutissement d'un projet mené conjointement par la Mission Handicap de Société Générale, la Direction des Achats et les services logistiques du réseau France qui sensibilisent au quotidien les managers et tous les collaborateurs du Groupe à l'insertion de personnes handicapées.

Innovation

Les agences Société Générale accessibles AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE



© DR

Quatre ans avant l'échéance fixée par la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, près de 60% des agences Société Générale en France sont, à mi-mai 2011, accessibles aux personnes à mobilité réduite (fauteuil roulant, béquilles, poussette, etc.). Les contraintes liées à l'aménagement des locaux et au respect de la sécurité bancaire

(accès contrôlé, etc.), ont favorisé la créativité dans la recherche de solutions. Ainsi, Société Générale est-elle à l'origine de quelques innovations exclusives : marches escamotables automatisées ou coffres-forts mobiles individuels pouvant être extraits d'une salle des coffres non-accessible et mis à disposition du client dans un bureau sécurisé.

L'accessibilité physique aux agences est accompagnée par :
 - l'équipement sur 2900 DAB (distributeur automatique de billets) de prises audio permettant aux aveugles et malvoyants de brancher un casque pour être guidés, l'ensemble des automates disposant d'un clavier avec des repérages sensoriels,
 - l'accès au site internet « banque à distance » via l'outil de grossissement Zoomtext et l'outil logiciel Jaws, qui traduit vocalement les touches du clavier virtuel.

Trophées INNOV'GROUPE 2010

Sur les 700 innovations soumises en 2010 par les régions et les entités du Groupe en synergie avec les axes d'Ambition SG 2015 (nos clients, notre modèle opérationnel, nos collaborateurs et notre image), dix-huit innovations et quatre bonnes pratiques dupliquées ont été retenues par les Innov'Acteurs de Direction du Groupe. Leur sélection reflète les tendances et préoccupations actuelles : la mobilité, la responsabilité sociale et environnementale, le rôle central de l'humain. Les trophées Innov'Groupe 2010 ont été remis le 8 mars 2011. Le Grand Prix du Comité Exécutif a récompensé Yoban'tel, service de paiement par téléphone mobile de la Société Générale au Sénégal, qui partage également avec l'Appli i-Phone le Trophée d'or catégorie Clients.

Plus de 4000 collaborateurs dans 43 pays différents ont participé au vote du Public et récompensé la Mini Banque automatique mise en place par BRD en Roumanie, qui permet de réaliser en un seul dispositif toutes les opérations par carte bancaire ou en espèces réalisées auparavant sur quatre automates distincts ou en agence.

Les autres Trophée d'OR :

Catégorie Collaborateurs : Forum Carrières - Prêt à Bouger!
Catégorie Image : Service d'épargne solidaire
Catégorie Modèle Opérationnel : Killing Bureaucracy
i-MAGE : en route pour le zéro papier en agence
Catégorie Bonnes Pratiques Dupliquées : L'accès au métro par carte sans contact MasterCard et VISA.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. S.A. au capital de 933 027 038,75 euros – SIÈGE SOCIAL à Paris, 29 bd Haussmann – 552 120 222 00013 R.C.S. Paris, direction de la Communication –
 ADRESSE POSTALE: Tours Société Générale, 75886 Paris Cedex 18 – DIRECTRICE DE LA PUBLICATION: Caroline Guillaumin –
 RÉALISATION: Incidences – DÉPÔT LÉGAL: juin 2011 – ISSN: 1258-8679
 Loi n° 78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vos droits d'accès, de rectification et d'opposition à nos fichiers peuvent être exercés auprès du service Relations actionnaires individuels.